BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL BUREAU FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

Promouvoir et protéger les droits de l'enfant dans le monde

BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS

« GRÂCE À NOTRE EXPÉRIENCE POSITIVE AVEC L'IBCR, L'APPROCHE DE TRAVAIL DE SOUL A CONSIDÉRABLEMENT CHANGÉ ; AUJOURD'HUI LA DÉFENSE DES DROITS DE L'ENFANT REPRÉSENTE 40 % DE NOS PROJETS. »

Docteure Arwa AL Deram, Directrice exécutive, SOUL for Development, Yémen

EN QUELQUES CHIFFRES

Le Bureau œuvre depuis les 10 dernières années dans plus de **45 pays** sur tous les continents

Depuis 2012, près de

1 000 formateurs de divers corps professionnels (ex. : policiers, militaires, travailleurs sociaux, magistrats, professionnels du tourisme) ont été formés par le Bureau sur la protection des droits de l'enfant

+ de 1 350 enfants ont pris part à des entretiens et des projets participatifs animés par le Bureau

Près de **110 publications ont été produites** en **anglais, français, espagnol et/ou arabe**

+ de 27 000 téléchargements du **guide** « **Les enfants et les conflits armés** portant sur le droit international humanitaire et de droit international des droits de la personne» élaboré par l'IBCR

+ de 300 jeunes professionnels ont effectué un stage au sein de l'IBCR

QUI SOMMES-NOUS?

Fondé en 1994, le **Bureau international des droits des enfants** – « Bureau » ou « IBCR » – est une organisation internationale non gouvernementale établie à Montréal et dotée d'un **statut consultatif spécial** auprès du Conseil économique et social des **Nations Unies** (ECOSOC).

Centre d'expertise technique pour celles et ceux qui travaillent directement auprès des enfants, le Bureau renforce par ses interventions les capacités des travailleurs sociaux, des forces de sécurité et de défense, du personnel du système judiciaire, des organisations de la société civile, du secteur privé formel et informel et des décideurs d'ici et d'ailleurs.

Le Bureau appuie ainsi les efforts de réforme structurelle en cours ou souhaités par ses partenaires, qui vont dans le sens d'une pratique professionnelle plus respectueuse des droits de l'enfant.

NOS DOMAINES D'INTERVENTION

Enfants et situations d'urgence

Dans des contextes de crises causées par l'homme ou lors de catastrophes naturelles, le Bureau œuvre à la formation du personnel des opérations de maintien de la paix, la diffusion et la vulgarisation des normes applicables, l'appui aux systèmes de surveillance et de communication de l'information et l'appui à l'application initiale des normes minimales de la protection de l'enfant.

Exploitation sexuelle des enfants

Avec ses partenaires, l'IBCR travaille à prévenir toutes formes de violence et d'exploitation, incluant l'exploitation sexuelle, la pornographie mettant en scène des enfants, la traite, la prostitution, le tourisme sexuel et les mariages précoces et forcés.

Valorisation des filles

L'IBCR travaille à protéger les filles contre les menaces pesant sur elles, mais également à promouvoir l'importance de leur épanouissement personnel et la mise en valeur de leur contribution au progrès social.

Enfants et monde économique

Le Bureau joue un rôle constructif en aidant le secteur privé à tenir compte des droits de l'enfant dans l'élaboration de leurs stratégies en matière de responsabilité sociale, et les gouvernements à procéder à leurs exercices de budgétisation à la lumière de leurs engagements en faveur des droits de l'enfant.

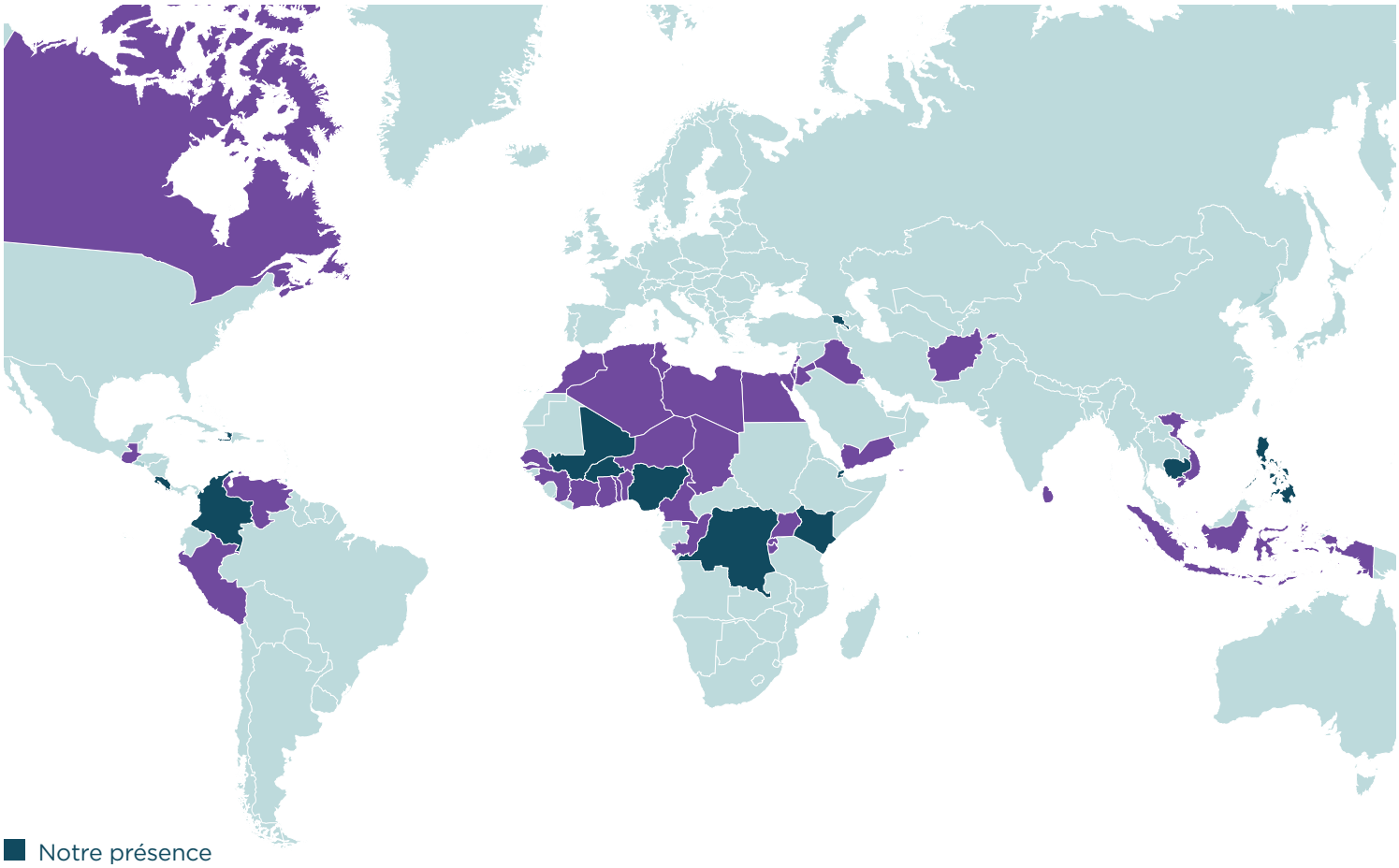
Enfants et justice

Par le biais de son programme de défense des droits de l'enfant en contact avec la justice pénale et civile, l'IBCR procède à l'analyse approfondie et multidisciplinaire du fonctionnement des systèmes de justice pour mineurs et renforce les capacités et structures conformément aux normes favorisant une justice adaptée aux enfants.

NOS EXPERTISES TECHNIQUES :

- **Renforcement des capacités** axé sur l'intégration durable de compétences par les acteurs du système de protection de l'enfant
- **Recherche appliquée** prenant la forme d'évaluations, d'analyses de situation et d'analyses comparatives, dans un but de suivi et d'action
- **Plaidoyer et accompagnement institutionnel** par un appui technique à des processus de réformes et par un dialogue constructif et continu avec les acteurs responsable de la promotion et de la protection des droits de l'enfant
- **Outils et guides de références, développement normatif** par des outils de surveillance et de suivi
- **Animation de formations** de formateurs visant leur certification et par des cours approfondis

NOTRE PRÉSENCE DE PAR LE MONDE DEPUIS LES 10 DERNIERES ANNÉES



Notre présence

Notre présence et renforcement des capacités

Afghanistan	Haiti	République démocratique du Congo
Algérie	Indonésie	République du Congo
Bénin	Irak	Rwanda
Burkina Faso	Jordanie	Sénégal
Burundi	Kenya	Sri Lanka
Cambodge	Liban	Tchad
Cameroun	Libye	Timor Oriental
Colombie	Mali	Togo
Costa Rica	Maroc	Tunisie
Côte d'Ivoire	Niger	Venezuela
Djibouti	Nigeria	Vietnam
Égypte	Ouganda	Yemen
Georgie	Palestine	Projets régionaux Moyen-Orient et Afrique du Nord
Guatemala	Pérou	Projets régionaux Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est
Ghana	Philippines	
Guinée	Québec - Canada	

LES CINQ DOMAINES D'INTERVENTION DU BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS

Enfants et situations d'urgence

Renforcer les capacités des forces de maintien de la paix sur la protection de l'enfant en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre

Le Bureau collabore avec Save the Children en vue d'harmoniser la formation pré-déploiement du personnel de maintien de la paix afin que ceux-ci puissent prendre les mesures destinées à protéger les droits de l'enfant en situation d'urgence et de conflit.

Développer des formations avec le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) des Nations Unies

En partenariat avec le DOMP, le Bureau a analysé **plus de 300 outils de formation** portant sur la protection de l'enfant destinés au personnel de maintien de la paix, en plus de répertorier les programmes de formation sur les droits de l'enfant de plus de 75 centres de formation de maintien de la paix à travers le monde. Le Bureau a animé deux consultations internationales avec les États membres des Nations Unies et d'autres agences internationales afin de valider les paramètres de nouvelles formations.

Depuis, le Bureau poursuit la collaboration avec le DOMP et la Police des Nations Unies afin de produire des **trousses de formation** sur la protection de l'enfant pour les policiers et les militaires appelés à prendre part à des missions de maintien de la paix.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

- L'élaboration du **guide** « **Les enfants et les conflits armés** portant sur le droit international humanitaire et le droit international des droits de la personne», disponible en anglais et en français.

- La coordination d'un **Forum et atelier sur la situation des enfants en Haïti**, en vue d'influencer les stratégies de reconstruction d'Haïti afin que la protection de l'enfant y figure au premier plan.

Exploitation sexuelle des enfants

Prévenir et contrer le tourisme sexuel

Le Bureau collabore avec la fondation costaricaine Paniamor et World Vision dans le but de réduire **l'incidence de l'exploitation sexuelle d'enfants** dans le tourisme au Costa Rica, en impliquant les enfants, les surfeurs et les entrepreneurs du secteur informel dans ce processus.

Au Canada, trois forums portant sur la «protection des enfants et adolescents en voyage et au sein du tourisme» ont été organisés, ainsi qu'une campagne médiatique de portée nationale sur les réseaux sociaux, radios, télévision et dans les aéroports. Au total, plus de **9 000 dépliants** informatifs ont été distribués et **3 millions de passagers ont été** sensibilisés.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

- Stratégie d'action et trousse de formation en matière de protection des droits des enfants **victimes de la traite au Québec**.

- Évaluation portant sur l'exploitation sexuelle commerciale des **filles et des garçons au Burundi** en collaboration avec UNICEF et le gouvernement burundais.

- Formation de **forces policières et de travailleurs sociaux en République du Congo** portant sur la traite de personnes.

- Adoption **d'un Code de conduite** contre les violences sexuelles pour les forces de sécurité en **Guinée**.

- Mandat attribué par **le Code** au Bureau afin de promouvoir et de représenter cet outil de prévention du tourisme sexuel impliquant des enfants au Canada et dans le monde.

Valorisation des filles

La violence à l'égard des enfants dans les écoles : une analyse comparative du Liban, du Maroc et du Yémen

Dans le cadre du projet de mise en place du réseau Manara de la société civile sur les droits de l'enfant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'IBCR, Save the Children et leurs partenaires locaux ont documenté les actions entreprises pour contrer le problème de la **violence contre les enfants en milieu scolaire** au Liban, au Maroc et au Yémen. En mettant l'emphase sur l'implication des filles dans les actions documentées, une recherche sur le terrain impliquant une série d'entretiens avec les acteurs concernés a été menée. Les partenaires ont ensuite entamé une stratégie de plaidoyer national pour valoriser les actions prometteuses et encourager l'émulation entre les pays pour mieux agir sur cette question.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

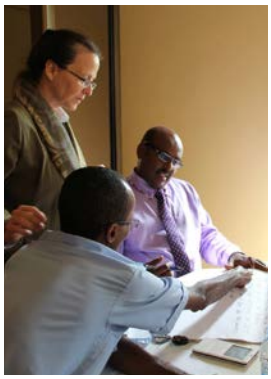
- Organisation d'une **table-ronde** en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada, afin d'échanger sur la question des **mariages précoces ou forcés d'enfants**.

- Mise en place d'ateliers de consultations avec des filles en **Côte d'Ivoire, au Niger et en Guinée** dans le cadre des états des lieux.

- **Atelier sur la réintégration** des enfants associés aux forces et groupes armés et notamment sur le sort des filles en Espagne et au Canada.

Enfants et justice

Analyse du système de justice des mineurs à Djibouti



En vue d'harmoniser le système de **justice pour mineurs de Djibouti avec les normes internationales**, le Bureau collabore avec le Ministère de la Justice et l'UNICEF afin de réaliser une analyse approfondie des problèmes qui gênent le bon fonctionnement de ce système, et proposer des recommandations d'actions concrètes à entreprendre pour l'améliorer.

Ce genre d'études est également réalisé ailleurs, et notamment au Maroc ou encore au Canada.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

- Évaluation des **programmes d'intervention** et de réhabilitation dans les institutions résidentielles et des **programmes de déjudiciarisation** pour les enfants en conflit avec la loi **aux Philippines**.

- À partir de 2015, plus d'une **centaine de coopérants volontaires** mandatés par le Bureau et Avocats sans frontière appuyant une quinzaine de partenaires en **Amérique latine** et en **Afrique** sur le renforcement des systèmes de justice pour enfants.

- Contribution du Bureau à l'orientation d'un **rapport sur la torture et les mauvais traitements** infligés aux enfants privés de liberté, déposé par le Rapporteur spécial Juan E. Mendez.

FORMATION DE POLICIERS, GENDARMES ET MAGISTRATS AU CAMEROUN

L'IBCR a développé, en partenariat avec le gouvernement du Cameroun et l'UNICEF, des **outils et cours permanents** qui font désormais partie intégrante des formations des forces de sécurité et des magistrats camerounais.

Le Bureau est particulièrement actif dans ce domaine dans plus d'une vingtaine de pays depuis 2012.

Les six compétences clefs adoptées à Niamey en 2011 :

1) Connaissance, promotion et mise en pratique des droits de l'enfant
2) Connaissance et mise en pratique des règles d'éthique et de déontologie
3) Connaissance de l'enfant
4) Interaction et communication avec l'enfant et les acteurs de son milieu familial et communautaire
5) Collaboration avec tous les intervenants formels et aux enfants informels pour une bonne coordination de l`intervention
6) Utilisation efficace des instruments de travail adaptés

Enfants et monde économique

Responsabilité sociale des entreprises face aux enfants

En collaboration avec divers partenaires institutionnels et civils du Québec, le Bureau a réalisé une étude novatrice pour identifier dans quelle mesure les organisations prennent en considération l'**impact de leurs activités** sur les droits de l'enfant.

Le Bureau conseille de façon pratique et positive les entreprises en vue de mieux intégrer leurs responsabilités face aux enfants à la lumière des normes internationales en vigueur sur ces questions.

État des lieux de l'ancrage des droits des enfants dans le cycle budgétaire du Burkina Faso

En partenariat avec la Coopération allemande, le Bureau a mené une étude sur la **budgétisation adaptée aux enfants** au Burkina Faso, en vue de définir des mesures stratégiques pour mieux refléter les engagements politiques en faveur des enfants dans les cycles budgétaires du pays.

Après un rapport initial et une enquête étayée par des entretiens, les résultats de l'étude préparatoire et de la mission de terrain ont permis de constituer le cadre du développement d'une **approche stratégique** pour une meilleure intégration des droits de l'enfant et des jeunes dans le mode de fonctionnement du Ministère de l'économie et des finances du Burkina Faso.

LES CINQ DOMAINES D'EXPERTISE TECHNIQUE DU BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS

Renforcement des capacités

Cartographie du système de protection de l'enfant au Tchad

En partenariat avec l'UNICEF et le Ministère de l'action sociale tchadien, l'IBCR a initié un projet d'appui à l'élaboration d'une **politique nationale de protection de l'enfant** au Tchad.

À cette fin, une cartographie et une évaluation du système de protection de l'enfant ont été effectuées à travers l'analyse de plus de 200 documents, la création d'un Comité de pilotage et la réalisation d'entretiens auxquels une soixantaine d'enfants et de fonctionnaires ont participé. Ce projet se poursuit grâce au développement des **formations continues intégrées** dans les écoles de police, de gendarmerie, des militaires, de travail social et de magistrature. Ce domaine d'expertise est sollicité dans une vingtaine de pays du Moyen-Orient et de l'Afrique à ce jour.

Soutien et renforcement des capacités des organisations de la société civile et création du réseau Manara

Pendant plus de trois ans, le Bureau a **formé plus de 10 partenaires** de la société civile provenant de **neuf pays** du **Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord,** en renforçant leurs capacités de recherche et de compréhension des droits de l'enfant.

Ces partenariats ont mené à la publication conjointe d'analyses et de recherches sur les pratiques prometteuses dans divers pays, et à des ateliers de plaidoyer régional, contribuant à faire des droits de l'enfant une réalité.

MANARA NETWORK for child rights

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

- Soutien aux défenseurs publics chargés de l'aide juridique apportée aux **victimes de la traite de personnes au Pérou.**

- Formation et renforcement des capacités des forces de sécurité en **Afghanistan, en Irak, en Jordanie, en Libye, en Tunisie et au Yémen**.

Recherche appliquée

Standards minimums pour la protection de l'enfance en situation d'urgence humanitaire

Le Bureau a été mandaté par le Groupe de travail mondial sur la protection de l'enfant pour réaliser une étude visant à mieux comprendre de quelle façon la **relation entre les enfants et la justice** change lorsque survient une situation d'urgence. Pour ce faire, le Bureau a réalisé plusieurs consultations, notamment un atelier d'échange à Genève, pour voir de quelle façon la norme 14 issue des standards minimums pour la protection de l'enfance en situation d'urgence humanitaire, portant sur la « justice pour enfants » pouvait être appliquée. Les recherches novatrices réalisées par le Bureau dans ce domaine permettront d'enrichir le **guide de mise en œuvre** actuellement élaboré par le Groupe mondial à propos de ces normes.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

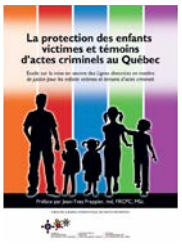
- Étude sur les droits de l'enfant dans la région des **Grands Lacs africains** : publication des **profils nationaux** sur l'expérience du Burundi, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo et du Rwanda à mettre en œuvre les droits de l'enfant.

- Publication du livre « **Connaitre les droits des enfants** », destiné aux parents, aux travailleurs sociaux, aux enseignants, aux avocats et à toute autre personne responsable de la protection ou de la promotion des droits de l'enfant au Québec.

- Élaboration en cours d'un livre explicatif des droits des **enfants autochtones** au Québec.

- Évaluation du **système de justice juvénile** au Maroc.

- Étude sur la **trajectoire judiciaire** des enfants victimes et témoins d'actes criminels au Québec.



Plaidoyer et accompagnement institutionnel

Projet d'expansion territoriale des services de l'Office central de protection des mineurs, de la famille et de la répression de la traite des êtres humains au Bénin

Après avoir accompagné l'intégration d'une formation des forces de sécurité sur les droits et la protection de l'enfant au sein des écoles de polices, le Bureau travaille en partenariat avec l'UNICEF à un projet d'expansion des services de l'Office, au-delà de la ville de Cotonou et de ses environs, et à la **normalisation de ses modes opératoires**.

Initiative régionale de soutien à la Justice pour mineurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

À l'initiative de l'IBCR et du Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), neuf délégations de cette région, ont participé à un atelier régional portant sur la justice pour mineurs, afin de réaliser un examen stratégique du rôle et du travail accompli par les unités spécialisées travaillant avec les enfants. Les résultats des discussions menées ont donné lieu à un rapport présentant une **analyse exhaustive** des principales tendances en termes de système de **justice pour mineurs dans la région MENA**.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

- Consultation avec le ministère de la Justice de la **République de Géorgie** pour appuyer le développement d'une **stratégie nationale** de renforcement des capacités en vue de l'introduction d'un nouveau Code de l'enfant.

- Participation à des **discussions multilatérales** sur les activités du Code de conduite pour la protection de l'enfant contre toute **exploitation sexuelle dans le tourisme** au Canada et à l'international.

Outils et guides de références, développement normatif

État des lieux, procédures opérationnelles normalisées et formations au Ghana

En partenariat avec l'UNICEF, le Bureau renforce les capacités des policiers au Ghana. Le projet vise à produire une **cartographie** portant sur la situation des droits des enfants et les pratiques policières; offrir un **appui technique** aux académies et écoles de police à travers un programme de formation; élaborer des outils de formation fondés sur le développement de **modes opérationnels normalisés** (SOP), afin de faciliter notamment la gestion d'informations et de bases de données relatives aux dossiers d'enfants victimes, témoins ou en conflit avec la loi.

Élaboration des lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant des enfants victimes et témoins d'actes criminels

En 2003, le Bureau soumet ses propres **Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant des enfants victimes et témoins d'actes criminels** et appuie de manière significative leur adoption par l'ECOSOC en 2005.

En 2007, le Bureau, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'UNICEF publient une **version adaptée aux enfants** de ces Lignes directrices, disponible en six langues.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR :

- 14 états des lieux des systèmes de protection des droits de l'enfant et du rôle des forces de sécurité, des travailleurs sociaux et/ou des magistrats, suivi par la confection de plus de **25 trousses de formation initiale et spécialisée**.

- Publication d'un **rapport d'atelier des experts** sur la formation des agents de force de sécurité aux droits de l'enfant en **Afrique francophone**.

Animation de formations

Cours sur les droits de l'enfant au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)

Le Bureau dispense au sein du Ministère plusieurs cours pratiques sur les droits des enfants. Les fonctionnaires qui y prennent part sont alors outillés pour savoir comment **intégrer les droits et de la protection des enfants** au sein des politiques et programmes de développement international

Formation des forces militaires maliennes à la protection de l'enfant en situation de conflits armés

Avec l'appui de l'UNICEF au Mali, l'IBCR a produit une trousse de **formation de l'armée malienne** sur la protection de l'enfant en situation de conflits armés. Le Bureau a ensuite formé le personnel national de l'UNICEF afin que celui-ci soit en mesure d'enseigner le cours aux forces armées maliennes.

Parmi les autres réalisations de l'IBCR:

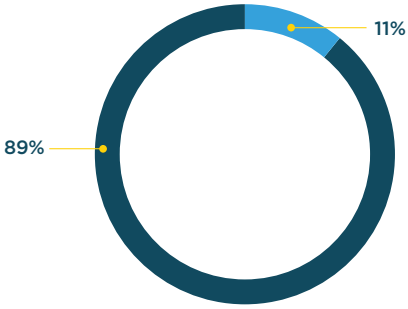
- **Formation de formateurs** au Canada auprès des intervenants pour la lutte contre la traire de personnes.

- Formation de plus de **200 employés** d'ONG nationales et internationales sur les mécanismes de surveillance des violations des droits de l'enfant, notamment en **Colombie, en Jordanie, en Irak et au Côte d'Ivoire**.

- Plus de 20 formations de formateurs sur les trousses de formation pour les **forces de défense, de sécurité, les magistrats et les travailleurs sociaux**.

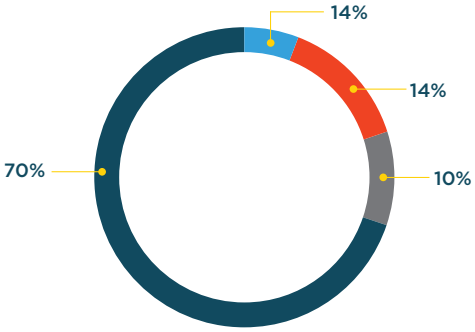
ÉTATS FINANCIERS

Une gestion financière axée sur les résultats et soucieuse de minimiser les frais administratifs afin de contribuer au respect des droits de l'enfant



Gouvernance et administration

Mise en oeuvre et développement



Secteur privé

Contributions en services

Contributions gouvernementales

Contributions d'organisations internationales

**Les informations financières présentées concernent l'année financière 2013-2014 - Le budget du Bureau international des droits des enfants pour cette période a été de 2 732 342 $ CAD (en hausse de 101% par rapport à l'exercice précédent).*

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS AU COURS DE CES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Banque Mondiale, Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Gouvernement du Canada (Condition féminine Canada, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, ministère de la Justice), Gouvernement du Québec (ministère de la Justice), Gouvernement de la Suède (ministère des Affaires étrangères), Organisation internationale de la Francophonie, Save the Children, Terre des hommes, UNICEF, Universalia, Département d'État des États-Unis, Vision Mondiale et une quarantaine d'organismes civils canadiens

Quelques publications de l'IBCR

Disponibles sur le site internet de l'IBCR www.ibcr.org

- État des lieux du système de protection de l'enfant autour des forces de sécurité et de la justice au Burundi et au Tchad
- Évaluation des changements dans les attitudes, les connaissances et le comportement des forces de défense et de sécurité - Les expériences et les leçons tirées provenant d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre
- Initiative régionale de soutien à la Justice pour mineurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, particulièrement aux unités de police spécialisées pour la protection de la famille et de l'enfant
- Cinquième atelier de réflexion sur l'intégration des compétences-clefs adaptées aux droits de l'enfant dans la formation et la pratique des policiers et gendarmes en Afrique
- État des lieux sur la formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant en Côte d'Ivoire
- Manuel pour les défenseurs publics opérateurs de justice au Pérou

LE BUREAU EN QUELQUES MOTS... DE NOS PARTENAIRES

"Professionnalisme"
Sergio Pasin
Officier en charge des sciences comportementales et des opérations internationales de la GRC, Canada

"Confiance"
Nieves Alvarez
Responsable du projet sectoriel GIZ, Allemagne

"Nouvelle vision à l'égard de l'enfant"
Bayoudh Raoudha
Chef de service de la protection des mineurs, Direction de la police judiciaire, Tunisie

"Flexibilité"
Darine El Hajj,
Directrice exécutive, Association libanaise pour l'éducation et la formation, Liban

"Approche méthodologique"
Nzigamasabo Léa-Pascasie,
membre du Conseil supérieur de la magistrature, Burundi

"Voix"
Kathleen Dufour
Directrice CAVAC Outaouais, Canada

"Défenseur des droits de l'enfant"
Jean Lieby
Chef de section protection des droits de l'enfant
UNICEF, Afghanistan

"Intérêt supérieur de l'enfant"
Mathurin Zapa
Officier de police, Cameroun

"Appui"
Bakary Sogoba
Responsable de la protection de l'enfance,
UNICEF, Tchad

"Stratégique"
Milena Grillo
Fondatrice et directrice exécutive Fondation Paniamor, Costa RIca

"Efficience"
Emmanuel Bayeni
Centre des droits de l'homme et du développement, Congo

"Collaboration"
Ann Makome, Point focal pour la protection de l'enfant, Département des Opérations de maintien de la paix, ONU

BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS | INTERNATIONAL BUREAU FOR CHILDREN'S RIGHTS | OFICINA INTERNACIONAL DE LOS DERECHOS DEL NIÑO | المكتب الدولي لحقوق الطفل

805, rue Villeray, Montréal, Québec H2R 1J4 Canada
Tel. + 1 514 732 9656 Téléc. + 1 514 932 9453 info@ibcr.org **www.ibcr.org**